

SYMPOSIUM ASIE-PACIFIQUE SUR LA PREVENTION DE LA

GUERRE NUCLEAIRE A AUCKLAND (Nlle Zélande)

du 9 - 10 FEVRIER 1987

THEME : Les réactions du peuple polynésien face aux expérimentations nucléaires en Polynésie Française par le Docteur Patrick, Tahiatata HOWELL.

L'irruption de la bombe nucléaire dans l'histoire de la Polynésie Française, Territoire d'Outre-Mer, connu sous ce nom depuis le 26 juillet 1957, remonte au 27 juillet 1962, date à laquelle le Conseil de Défense du Gouvernement Français prend la décision de créer le Centre d'Expérimentation du Pacifique (C.E.P.). En effet, encore que le Centre Interarmées d'Essais d'Engins Spéciaux installé en 1949 dans les bases du programme national d'équipement et d'essais nucléaires au Sahara où plusieurs expériences vont permettre la mise au point de la bombe opérationnelle.

La France va devoir se préoccuper, suite aux accords d'Evian, du repli stratégique du complexe saharien de Aoumagil-Colomb-Béchar prévu pour 1967.

Le 19 mars 1963, le premier numéro du quotidien le "Journal de Tahiti" vient corroborer officiellement les faits en citant à la une de ses colonnes :

"Le Centre d'Expérimentation du Pacifique devient une réalité en mai, un premier contingent de 300 soldats du génie s'installera à MORUROA ...".

Le sort en est jeté.

A une délégation d'élus venus demander l'aide financière de la France, le Général DE GAULLE annonce qu'en gage de remerciement il fait don à la Polynésie du C.E.P., palliatif sûr aux problèmes économiques et budgétaires rencontrés par les élus. "L'installation de ce Centre leur dit-il, devra être profitable à l'expansion et à l'équipement de votre Territoire." Mais d'ajouter : "Il est certain que cette installation est faite avant tout dans un but de défense nationale..."

Les craintes qui se sont fait jour au sein de l'Eglise Evangélique sont signalées par les élus territoriaux dès cette époque. Aux appréhensions timidement exprimés, le Général DE GAULLE rétorque en guise de seule réponse : "Dites à vos pasteurs qu'ils fassent d'abord cesser les expériences nucléaires russes et américaines". Il faut savoir que les protestants représentent près de 60% de la population polynésienne du Territoire.

... / ...

Les informations distillées par les autorités s'attachent à présenter le "bébé" sous son jour le plus favorable en mettant en exergue le train de mesures qui va accompagner l'arrivée du C.E.P.. On annonce que le Territoire va bénéficier d'investissements très importants. Des activités nouvelles peuvent voir le jour grâce à l'installation du C.E.P. qui doit donner un véritable coup de fouet à l'économie polynésienne. De grandes espérances sont fondées sur le tourisme qui recueillera nécessairement les fruits de cette modernisation.

Entrepreneurs, commerçants, cultivateurs, travailleurs, tout le monde doit y trouver son compte.

Le boom économique qui va s'en suivre était prévu. Les conséquences aussi bien positives que négatives n'ont échappé à personne à en juger par les grandes déclarations de principe de l'époque : "il faudra empêcher la spéculation, il faudra maintenir les prix..." déclare-t-on alors, ou encore "il faudra empêcher la migration de la main d'oeuvre..." et de conclure "si cette situation menaçait, il ne faudrait pas hésiter à recourir aux mesures d'autorité".

En février 1964, la Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale entreprend le choix d'abandonner gracieusement à la France les atolls de MORUROA et FANGATAUFA, situés dans l'archipel des TUAMOTU, pour les besoins du Centre d'Expérimentation du Pacifique, ceux-ci feront d'office retour gratuit au domaine du Territoire dans l'état où ils se trouveront à cette époque sans dédommagement ni réparation d'aucune sorte de la part de l'Etat. La solution du don est alors préférée à celle de la location. L'explication de ce geste nous est fournie par le rapporteur de ce dossier qui déclare à cette occasion "qu'à la grande oeuvre scientifique accomplie actuellement par la France en dépit de toutes les difficultés, nous aurons ainsi apporté notre part de la façon la plus désintéressée, et celà, jamais la France ne l'oubliera".

SITUATION GEOGRAPHIQUE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Il est patent que la situation géographique de la Polynésie Française n'est pas étrangère au choix entrepris par les autorités françaises.

Il faut en effet savoir que la Polynésie Française est constituée de 115 îles représentant une superficie de terres émergées de près de 3700 km² réparties sur une surface océanique de quatre millions de km² entre 7° et 27° de latitude sud et 134° et 155° de longitude ouest.

Elle comporte :

- L'archipel de la société constitué des îles du-vent qui compte 5 îles dont Tahiti et des îles sous-le-vent qui compte 9 îles.

- L'archipel des Marquises constitué de 10 îles.
- L'archipel des Australes constitué de 6 îles
- et l'archipel des Taumotu-Gambier qui compte 84 îles.

L'anneau corralien de MORUROA inhabité ; de même que l'atoll de FANGATAUFA distante de 63 km auront l'avantage d'être éloigné de tout centre de vie humaine dans un rayon de 250 kilomètres, à l'exception de TUREIA éloigné de 122 kilomètres où vivaient 75 habitants.

1200 km séparent MORUROA de TAHITI, l'île la plus peuplée de Polynésie Française, située à 4750 km de la Nouvelle Zélande, ce sont quelques 6560 km de surfaces océaniques qui séparent MORUROA de LOS ANGELES.

En superposant la carte de la Polynésie sur celle de l'Europe et en plaçant TAHITI à PARIS, MORUROA se trouverait à mi-chemin entre Vienne et Belgrade.

L'ENTREE DE LA POLYNESIE DANS L'ERE ATOMIQUE.

Le 2 juillet 1966, la Polynésie Française entre de plein pied dans son ère atomique avec l'explosion au-dessus du lagon de MORUROA d'une bombe A.

Malgré le communiqué rassurant lancé par le Gouvernement Français, les réactions ne se font guère attendre.

Avec à sa tête le Député John TEARIKI, les participants du premier congrès du Here Ai'A répliquent vigoureusement en élevant la protestation suivante :

"Le parti polynésien français Pupu Here Ai'a Te nunaa ia ora réuni aujourd'hui 2 juillet 1966, à Papeete, en son premier congrès proteste solennellement contre les essais de bombes nucléaires en Polynésie Française, essais qui, sur l'ordre du Gouvernement, viennent de débiter par l'explosion d'une première bombe A à MORUROA. Il appelle tous les habitants de la Polynésie Française à soutenir la lutte pacifique qu'il poursuivra sans relâche, par tous les moyens légaux, pour faire cesser définitivement ces dangereux essais."

Si une résonance internationale sera rapidement accordée à la croisade anti-nucléaire il faudra cependant attendre le 26 juin 1973 pour assister à la première manifestation anti-nucléaire structurée. Depuis l'hôtel de ville de PAPEETE, "Le bataillon de la paix" mené par Jean-Jacques Servan Schreiber épaulé par les grands leaders de l'autonomie interne lancent leur message de paix et du désarmement à une foule de 4000 personnes. Mais, si meneurs et manifestants s'entendent pour dénoncer la folle entreprise nucléaire, ils sont quasi-unanimes pour clamer leur attachement à la France.

Puis un cortège se forme constitué d'environ 1200 militants du "Pupu Here ai'a" et du "E'a api" guidés par les incitateurs politiques et religieux de cette manifestation.

Pour prouver à la France et à son gouvernement que les humeurs de ces quelques

... / ...

milliers de manifestants, ne rejoignent pas l'opinion dominante de la population de la Polynésie Française, une correspondance signée par 53 élus est adressée au Président Pompidou. Cette lettre qui réaffirme l'adhésion de la majorité des polynésiens à la politique nationale décidée par le gouvernement et approuvée par le parlement, elle est signée par :

- 17 conseillers territoriaux sur un total de 30.
 - 10 maires des îles au-vent sur 13.
 - 2 sur les 6 maires des îles sous-le-vent.
 - tous les maires des Marquises qui sont au nombre de 6.
 - 14 maires des Tuamotu sur 17.
 - 4 maires des Australes sur 5.
- Soit un total de 36 sur les 47 maires de Polynésie.
- Le Président de la Chambre de Commerce.
 - Le Président de la Chambre d'Agriculture.

Depuis 1973 les manifestations anti-nucléaires se succèdent. Les défilés auxquels elles donnent lieu mobilisent en moyenne jusqu'à 2000 manifestants qui défilent généralement dans les communes de Faaa et Papeete. Il convient de signaler que la Commune de Faaa se présente comme une Commune anti-nucléaire, ce qui est au demeurant textuellement repris sur le panneau marquant les limites territoriales de cette commune.

POSITION DES INSTANCES POLITIQUES.

L'appréhension de l'opinion polynésienne face au problème des essais nucléaires opérés au moyen d'une analyse du visage politique actuel de l'Assemblée Territoriale de la Polynésie Française induit les conclusions suivantes :

61% de la population est pour le maintien de la présence du C.E.P. en Polynésie Française dès lors que 25 sur les 41 conseillers siégeant à l'Assemblée Territoriale ont été élus sur un programme se prononçant sans ambiguïté sur cette question.

Cette majorité d'élus territoriaux justifient sa position par les considérations ci-après :

Sur un plan philosophique et moral

Elle considère que tout homme épris de liberté et de justice, tout chrétien sensible aux messages de paix et d'amour ne peut-qu'être opposé à la violence, la guerre, la dictature, l'anéantissement ou l'asservissement d'un peuple.

Rejetant toutes les utilisations d'armes, de mort universellement condamnées (armes atomiques, chimiques et bactériologiques) dont les effets sont tels que toute assistance sanitaire est impossible car inutile, elle estime par ailleurs que la guerre, sous toutes ses formes mortelles, y compris par l'utilisation

d'armes dites conventionnelles, n'est pas acceptable en tant que fin en soi. Par contre, pourquoi, estime t-elle s'opposer aux effets positifs de la recherche scientifique et technique dans le domaine du nucléaire.

L'idéal serait que se produise une prise de conscience mondiale des risques de la guerre nucléaire et qu'un programme véritablement sincère de désarmement nucléaire se développe dans le monde. Ainsi la dénucléarisation du Pacifique ne serait acceptable en Polynésie Française que si elle devait concerner toutes les puissances nucléaires qui bordent cet océan, à savoir, l'Union Soviétique, la Chine et les Etats-Unis.

Au plan économique et social :

Il est loisible de constater que l'implantation du CEP a permis de faire évoluer la Polynésie d'une économie de subsistance vers une économie moderne. Ses répercussions directes et indirectes ont entraîné une élévation sensible du niveau de vie qui est l'un des plus élevés du Pacifique.

En revanche, la dépendance économique du Territoire vis à vis du CEP est telle que son départ est souvent présenté comme une véritable catastrophe économique. A cet égard, la majorité actuelle estime que "le sens des responsabilités qui doit animer les élus polynésiens, commande une réflexion approfondie sur l'après C.E.P. et a pris l'engagement devant ses électeurs de mettre en place les fondements d'une politique devant mener à long terme à l'indépendance économique du Territoire."

Pour l'heure, seuls deux membres de l'Assemblée Territoriale de Polynésie Française mènent avec beaucoup de conviction et de dynamisme une campagne anti-nucléaire visant à l'arrêt des essais, campagne qui prend essentiellement la forme de manifestations publiques mobilisant environ jusqu'à 2000 personnes.

Dans l'absolu, on peut néanmoins estimer à 15 le nombre des membres de l'Assemblée Territoriale qui sont opposés aux expérimentations nucléaires, soit 36% des conseillers territoriaux siégeant au sein de cette Assemblée.

POSITION DES MILIEUX RELIGIEUX.

Les Protestants :

Dès leurs prémisses les milieux dirigeants protestants de Polynésie Française ont marqué leur opposition aux expérimentations nucléaires à l'instar de l'ensemble des autorités religieuses protestantes du Pacifique. Les leaders religieux participent activement et vigoureusement à la mouvance pacifiste de la région et condamnent par voie de conséquence, les essais atomiques qu'ils considèrent maléfiques et dangereux pour la préservation de la paix dans le monde.

Leurs principes religieux les conduisent donc à dénoncer activement ces expérimentations nucléaires. En tant que leaders religieux ils entraînent dans ce mouvement ceux dont ils ont la charge pastorale, à savoir près des deux tiers de la population de la Polynésie Française. Encore que ce chiffre ne se reflète pas dans la configuration politique de l'Assemblée Territoriale dont 61% des membres se sont prononcés pour la poursuite des expérimentations-nucléaires en Polynésie Française. Ceci paraît

significatif d'un choix politique délibéré entrepris par une majorité d'électeurs révélant une opposition fondamentale entre leurs opinions d'électeurs politiques et leurs considérations morales et religieuses.

Pourtant, les Polynésiens sont par nature des gens pacifistes. Ils sont en général extrêmement réceptifs aux discours ou aux prêches que leur tiennent leurs pasteurs.

Tout en ayant opté pour l'arrêt des expérimentations nucléaires à MORUROA et FANGATAUFA, les autorités religieuses protestantes sont conscientes de l'impact économique qu'elles ont eu pour l'économie territoriale. Elles souhaitent que le retrait du C.E.P. soit programmé d'une manière telle qu'il ne produira pas de turbulences socio-économiques graves.

Les Catholiques :

La position de l'Eglise Catholique face aux essais nucléaires, peut quant à elle être appréhendée au travers d'une déclaration dans la presse locale du 25 mars 1982 du responsable de cette Eglise, Monseigneur COPPENRATH dont le message était en substance le suivant :

"Entraîner le Pacifique entier dans une hostilité déclarée à tout ce qui est nucléaire dépasse absolument nos compétences. A-t-on le Saint-Esprit pour dire au nom de l'écologie que l'homme ne peut tirer aucun bénéfices de recherches scientifiques et de certaines applications ? L'Eglise est prudente quand il s'agit de sciences. A chacun son domaine. N'entrons pas dans une nouvelle affaire Galilée !"

Il semble que cette opinion ne perçoit pas les expérimentations nucléaires sous ses seuls aspects militaires mais les associe également à des facteurs de progrès qu'autorisent leurs applications annexes dans les domaines de la production d'énergie civile ou de la médecine.

Plus récemment les évêques français réunis à Lourdes (France) pour aborder le problème nucléaire ont livré les conclusions suivantes :

Partant du postulat qu'aujourd'hui plus personne ne peut plus espérer gagner une guerre nucléaire, ils considèrent qu'il nous faut nous attacher à construire patiemment la paix. Cependant et pour l'instant, la dissuasion apparaît encore comme le moins mauvais des moyens d'éviter le massacre ou l'asservissement. C'est servir la paix que de décourager l'agresseur en le contraignant à un commencement de sagesse.

Il apparaît en conséquence que les deux principaux courants religieux en Polynésie Française ne s'accordent pas à défendre les mêmes positions comme nous pouvons le constater.

CONCLUSIONS :

Depuis l'installation du C.E.P., la population de la Polynésie Française est

... / ...

confrontée à un cruel dilemme. En effet, partagée entre d'une part, un ordre politique et économique facteur de progrès dont le maintien va de pair avec celui du C.E.P. et, d'autre part, un ordre moral et religieux condamnant la poursuite des expérimentations nucléaires, ce surconsommateur moderne qu'est devenu le Polynésien s'est toujours départi de son bâton de pèlerin lors des élections, oubliant la croisade antinucléaire le temps d'un passage aux urnes.

Partagé, il l'est encore entre un retour au passé qu'il évoque avec nostalgie et le maintien de son niveau de confort actuel.

Il est vrai que lors de l'évolution brutale qui a dû être assimilée par la population polynésienne depuis l'arrivée du C.E.P., le bon et le mauvais se sont toujours avérés inséparables, ajoutant à la confusion des esprits déjà anesthésiés tant par la rapidité des événements que les délices des nouveautés.

Un constat s'impose pour l'heure ; le peuple polynésien ne paraît pas encore disposé à s'engager dans un combat qui n'a jusqu'à présent réellement mobilisé qu'une poignée d'intellectuels réunissant autour d'eux une infime partie de la population.

Aussi viscéralement attaché à son confort qu'à ses traditions, il semble qu'aucune prise de conscience réelle ne puisse se dessiner au sein de la population polynésienne tant qu'il ne sera pas scientifiquement établi que sa santé est menacée.